



DECISION DU PRESIDENT N° 314-22

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX D'ÉTANCHEITE ET D'ISOLATION DES BAS DE MURS SOUS LES MENUISERIES DE LA HALLE BASSIN DE LA PISCINE OASIS A ESSARTS EN BOCAGE

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Considérant la nécessité de rendre étanche et d'isoler les bas de murs sous les menuiseries de la halle bassin de la piscine Oasis,
Considérant l'offre de l'entreprise SMAC de la Roche-sur-Yon (85) pour un montant de 5 784.00 € HT,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché relatif aux travaux d'étanchéité et d'isolation des bas de murs sous les menuiseries de la halle bassin de la piscine Oasis à Essarts en Bocage à l'entreprise SMAC de la Roche-sur-Yon (85) pour un montant de 5 784.00 € HT.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général, opération 3200.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 24 novembre 2022

Le Président
Jacky DALLET